

Délibération n° 2020-10-68 du 15 octobre 2020

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches afin de favoriser leur convergence

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14, D. 6332-79 et D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n°2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Après en avoir délibéré le 15 octobre 2020,

Décide :

Exposé des Motifs

La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel pose deux principes :

- Les branches professionnelles ont la responsabilité du financement des contrats d'apprentissage, via les opérateurs de compétences (OPCO). Les OPCO prennent financièrement en charge les contrats d'apprentissage selon un niveau déterminé par les branches professionnelles et en application de principes fixés par décret.
- France compétences émet des recommandations auprès des branches professionnelles afin de faire converger les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage.

Le décret du 28 décembre 2018 précise que les branches professionnelles, par l'intermédiaire de leur commission paritaire nationale de l'emploi (CPNE) ou de leur commission paritaire de la branche professionnelle (CPBP), doivent déterminer un niveau de prise en charge pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle pour lequel le niveau de prise en charge n'a jamais été fixé auparavant.

L'OPCO de la branche courtage d'assurances et/ou de réassurances a transmis à France compétences, avant le 24 août 2020, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

La méthodologie utilisée pour l'émission des recommandations se fonde sur les données remontées par les branches et consolidées par les OPCO. Elle consiste à comparer les valeurs remontées par la branche pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle aux valeurs globales remontées par l'ensemble des branches



sur le diplôme ou titre à finalité professionnelle considéré afin de définir une valeur de référence permettant la convergence des niveaux de prise en charge, avec une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées.

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche courtage d'assurances et/ou de réassurances, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code ainsi que les nouveaux contrats sur ces mêmes diplômes ou titres qui seront signés.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP de la branche professionnelle des Entreprises du courtage d'assurances et/ou réassurances dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Fait à Paris, le 15 octobre 2020

Le Président du Conseil d'administration,
Jérôme TIXIER



Annexe : Recommandations de France compétences

Recommandations de France compétences à la branche courtage d'assurances et/ou de réassurances

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP de la branche professionnelle des Entreprises du courtage d'assurances et/ou réassurances pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 2247

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	*Niveau de prise en charge minimum toléré	*Niveau de prise en charge maximum toléré	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de la branche professionnelle des Entreprises du courtage d'assurances et/ou réassurances	RNCP16895	ADMINISTRATEUR(TRICE) SYSTÈMES ET RÉSEAUX	10100	7816	7205	8850	NON CONFORME
CPNEFP de la branche professionnelle des Entreprises du courtage d'assurances et/ou réassurances	RNCP34225	DROIT DE L'ENTREPRISE (FICHE NATIONALE)	9963	7600	7372	7828	NON CONFORME
CPNEFP de la branche professionnelle des Entreprises du courtage d'assurances et/ou réassurances	RNCP17017	ESC LA ROCHELLE PROGRAMME GRANDE ÉCOLE	12500	9000	7800	11000	NON CONFORME
CPNEFP de la branche professionnelle des Entreprises	RNCP27059	EXPERT(E) EN INGÉNIERIE RÉSEAUX ET SYSTÈMES	10600	8800	7750	10000	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	*Niveau de prise en charge minimum toléré	*Niveau de prise en charge maximum toléré	Conformité au regard du niveau recommandé
du courtage d'assurances et/ou réassurances							
CPNEFP de la branche professionnelle des Entreprises du courtage d'assurances et/ou réassurances	RNCP16959	EXPERT(E) EN STRATÉGIE DIGITALE	12931	8987	7800	10750	NON CONFORME
CPNEFP de la branche professionnelle des Entreprises du courtage d'assurances et/ou réassurances	RNCP27377	MANAGER MARKETING ET DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL	10359	9200	8075	9600	NON CONFORME
CPNEFP de la branche professionnelle des Entreprises du courtage d'assurances et/ou réassurances	RNCP26953	MANAGER PRODUITS ET MARKETING	10292	9219	7615	9900	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés